



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente
auprès des Nations Unies à Genève

Seul le texte prononcé fait foi

Soixante-sixième Assemblée mondiale de la Santé

Segment de haut niveau

Déclaration de Monsieur

Mars Di Bartolomeo

Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

du Grand-Duché de Luxembourg

Genève, le 21 mai 2013

Monsieur le Président,

Madame la Directrice générale, Chère Margaret Chan,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Je voudrais d'emblée confirmer que la prise en compte effective de la santé comme droit fondamental dans la prochaine génération d'objectifs mondiaux au-delà de 2015 reste une priorité pour notre gouvernement.

Il y a plus d'une décennie, la communauté internationale s'engageait à placer la santé au centre des OMD. La lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance constituaient une responsabilité commune et partagée par cette Assemblée. Ce cap ne doit pas changer : une gouvernance soucieuse des droits de l'homme, de la démocratie et de la stabilité sont autant de facteurs essentiels à une société en bonne santé.

A l'heure du bilan, certes des avancées réelles et mesurables ont été obtenues en santé publique, notamment dans la lutte contre le sida et la tuberculose, ou encore dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile. Pour autant, il est impératif d'assurer la poursuite des progrès de l'ensemble des objectifs de santé, auxquels il convient également d'ajouter la question des maladies non transmissibles, dont les maladies chroniques, qui affectent désormais tous les pays. Prévention et accès aux traitements doivent en être les mots-clés.

Le programme de développement au-delà de 2015 ne peut faire l'impasse sur la nature des menaces d'aujourd'hui sur la santé. Je pense notamment au chômage de masse, aux conflits armés comme en Syrie qui menacent les vies et la santé de toute une population, au changement climatique, aux crises alimentaires successives, à la montée inexorable des situations d'urgence et de catastrophes, à la politique d'austérité ou encore aux risques d'épidémies dans le contexte de la mondialisation. Ces menaces ne respectent pas nos frontières nationales et nos réponses doivent par conséquent être communes.

Le paysage mondial a radicalement changé au cours de la dernière décennie et on ne peut douter de l'impact majeur de ces nouveaux enjeux sur nos systèmes de santé et nos économies.

Pour relever ces défis, la couverture de santé universelle nous semble l'objectif le plus pertinent.

Le Luxembourg est convaincu que la généralisation des mécanismes de couverture de santé basés sur la solidarité est non seulement possible, mais aussi nécessaire au niveau mondial. Il s'agit à nos yeux de la voie vers deux des objectifs les plus nobles de la santé publique : une plus grande justice dans l'accès aux soins et une plus grande efficacité et qualité dans la prestation des services.

Nous devons nous atteler à construire des systèmes solidaires dans les pays en développement et à les sauvegarder dans les pays qui en ont une tradition. Nous devons nous opposer à tout démontage des valeurs comme l'accès universel à des prestations de qualité sans distinction entre riches et pauvres. Et n'oublions pas que la santé est un éminent

vecteur et une condition pour le développement et la création d'emplois.

Selon nous, il est essentiel de disposer d'une nouvelle série d'indicateurs en santé simples, clairs et mesurables permettant de mesurer l'amélioration de l'état de la santé dans le cadre de l'après-2015.

Le Luxembourg, pour sa part, ne manquera pas à ses engagements, en maintenant près de 1% de son RNB à l'aide publique au développement, en dépit d'une conjoncture financière difficile.

Mesdames, Messieurs,

La santé est depuis toujours un des secteurs prioritaires de la coopération au développement du Luxembourg. A ce titre, je me réjouis de la qualité de nos relations bilatérales avec l'OMS. Soyez assurés que mon pays compte rester un partenaire éminemment fiable de l'Organisation.

A une époque où les inégalités sociales tendent à se creuser dans bon nombre de secteurs et de pays, la santé peut mener le monde vers davantage de justice de façon déterminante pour chaque être humain. Pour cela, il nous faut anticiper et faire preuve de volonté politique. Tel doit être l'objectif ambitieux qui déterminera, pour l'avenir, la perspective de notre action commune. Le Luxembourg, au sein de l'OMS, y prendra toute sa part.

Je vous remercie de votre attention.